

Dans ce même carré s'élevaient de splendides phormiums envoyés par M. le comte de Coghien, une collection d'agaves de M. Aubanel, rédacteur de l'Indépendance belge, une collection de plantes à feuilles panachées de M. Guillaume Elsier, un parterre de plantes annuelles marguerites et zéna de M. Willenry, et des geraniums à fleurs doubles de M. Boullard, administrateur de la Société.

Un corridor à gauche nous conduisit près d'une formidable collection de pommes de terre, qui a valu une médaille en vermeil à M. Pauwels, de Konings-Hout, une porte à gauche nous mène à la salle de floriculture, où l'on admire la collection de plantes ornementales de M. Momme, de Forest, des fleurs de dahlias envoyées par M. Léonide d'Haebe.

De superbes glayols, envoyés par M. Allard d'Uccle et Quicquels de Forest, les coeurs et les begonia de M. De Banck; les corbeilles jardinières, par M. le docteur Vermeulen d'Uccle, M. Vermaene, horticulteur à Stalle, a envoyé 4 plantes de phormium panaché, Tenax Wetchy Collesioi Coochi, de toute beauté. M. Ant. Willens a exposé un lot très-remarquable de plantes ornementales.

Le prix pour le concours général entre sociétés constituées, a été remporté par la Société Union agricole et horticole de Forest.

Les prix pour le plus beau fœtus ont été remportés respectivement par MM. Pauwels, de Konings-Hout; Tiberghien, d'Uccle, et Robillard, d'Hensies.

On sait que cette année a été peu favorable à la culture des fruits et l'on est tout étonné de la quantité de beaux fruits qui se trouvent exposés.

Le 1^{er} prix a été décerné à M. Claret pour 25 à 30 poires.

Le 2^e prix entre sociétés constituées revient à l'Union de Forest, et le prix d'honneur pour la section pomologique à la collection de 178 fruits différents envoyée par M. Claret.

La Société Dodonée d'Uccle a pour devise : *Qui sarrêta, recule*. C'est une fine devise, et peut-être serait-on en droit de lui rappeler, en disant que pendant de longues années, elle nous a privés de ses expositions si intéressantes sous tous les rapports, et auxquelles le zèle et l'intelligence de M. Ant. Willens donnent un cachet artistique des plus caractéristiques en sortant de la vulgarité et de la banalité des expositions horticoles et agricoles en Belgique.

Le conseil communal d'Anvers, siégeant samedi dernier, a, sur la proposition d'un des échevins, M. Vander Taelen, voté l'érection d'un monument destiné à rappeler l'achèvement de l'Escaut. Un concours sera ouvert, et l'inauguration du monument aura lieu le 10 août 1873. Cette date est choisie par l'auteur de la proposition parce qu'elle est celle du dixième anniversaire du grand acte gouvernemental dont on veut consacrer la mémoire.

Le prix du pain à la boulangerie économique bruxelloise, rue des Tanneurs, 34, est cette semaine de 47 c. le kil. la première qualité, 44 c. le kil. le demi-bail, 41 c. le kil. le pain de ménage.

Banque Nationale.

SITUATION HERDOMAIRE. — 3 SEPTEMBRE 1872.

	ACTIF.	PASSIF.
Capital.....	25,000,000 00	
Reserves.....	135,415,797 52	
Provisions.....	227,254,894 34	
Aut. sur la Belgique.....	363,094,078 08	
Aut. sur l'étranger.....	31,703,758 62	
Aut. sur la Belgique.....	000,000 00	
Billets de banque en circulation.....	240,309,530 00	
Trésor public.....	1,187,660 03	
Trésor public de la ré.....	16,417,997 26	
Trésor public de la ré.....	16,418,419 34	
Trésor public de la ré.....	3,232,160 00	
Trésor public de la ré.....	136,525,099 02	
Trésor public de la ré.....	3,685,982 48	
Trésor public de la ré.....	149,567,213 00	
Trésor public de la ré.....	149,929,288 00	
Trésor public de la ré.....	36,435,200 00	
Trésor public de la ré.....	36,435,200 00	
Trésor public de la ré.....	17,698,630 24	
Trésor public de la ré.....	47,698,630 24	
Trésor public de la ré.....	3,918,892 03	
Trésor public de la ré.....	9,480,192 83	
Trésor public de la ré.....	9,480,192 83	
Trésor public de la ré.....	633,214,911 46	
Trésor public de la ré.....	633,214,911 46	

Pour le secrétaire, Le directeur délégué, G. VIGNERON.

Nécrologie.

Une honorable famille de cette ville vient de perdre l'un de ses membres, M. Edouard Allard, décédé à l'âge de 74 ans. M. Allard était vicaire des pauvres depuis la création des bureaux de charité et tout récemment sa vie de dévouement lui avait valu la croix de légion.

Un service funèbre sera célébré mardi prochain, à 14 heures, en l'église Saint-Nicolas. On se réunira à 10 1/2 heures, en la maison mortuaire, 24, rue des Fripiers.

Les personnes qui, par oubli involontaire, n'auraient pas reçu de lettre de faire part, sont priées de considérer le présent avis comme devant en tenir lieu.

Bulletin de la bourse de Bruxelles.

La bourse et sans affaires. L'emprunt nouveau est demandé à 88-40, les Métaux à 61-15. Les Papiers se traitent à 89-3/4. Le comptant est mou, les divers valeurs de la cote sont plutôt offertes.

Le 4 1/2 p. c. belge fait 102-50 et les Banque nationale 3-400.

Les changes sont sans variation.

Communications et avis divers.

— Londres via Calais et Douvres, matin c. soir, Victoria et Ludgate-Hill Stations, London.

— Paches et paquets anglais, Marché-au-Bois, 8.

La MESSAGERIE EXPRESS, 92, rue du Midi, à Bruxelles, — 14, rue Mazgran, à Paris, — se charge du transport des échantillons, notes, valeurs, espèces, papiers d'affaires et colis de toute nature en grand et petit vitesse. — Dégaragements du mont-de-piété. — Commission. — Agence en douane.

NOUVELLES DE FRANCE.

(Correspond. particulière de L'INDÉPENDANCE.)

Paris, 8 septembre.

On persiste à affirmer qu'un des premiers soins de M. Thiers, à la rentrée de l'Assemblée, sera de proposer l'insinuation de la vice-présidence. Ce serait afin de pouvoir presque au seul danger allégué par les partis monarchiques contre la république, en assurant le lendemain, au cas où quel que événement imprévu priverait la France de l'homme illustre dont elle doit reconnaître les immenses services. Quant à la présidence à vie dont le projet serait, dit-on, aussi dans les idées du président de la république, elle serait acceptée, je crois, par les républicains et le parti de la droite modérée, qui verraient là une sorte de restauration provisoire du principe monarchique, plutôt avantageuse que préjudiciable à des vœux qu'il faut

ajourner, et à des éventualités dont on doit reconnaître le néant. Seulement il est vraisemblable qu'en échange de la concession de la présidence à vie, ces partis demanderaient l'établissement d'une seconde Chambre comme pouvoir pondérateur, ce qui évidemment entraînerait complètement l'Assemblée dans la voie constituante. Je crois qu'il serait aussi imprudent à elle de s'engager, qu'influcace de s'obstiner à vouloir y réussir. Trop de divisions, de défiances réciproques paralyseraient ses efforts, et je persiste à dire que l'Assemblée actuelle n'a rien de mieux à faire que de voter les quelques lois dont l'urgence ne peut plus être contestée, et de se retirer lorsqu'arrivera ou approchera l'échéance de la libération du territoire, terme naturel pour ne pas dire forcé de ses pouvoirs.

M. Barodet, maire de Lyon, vient de publier une lettre fort sage et fort sensée; il ne comprend pas comment a eu lieu à Fourvières, avec un grand déploiement de public, une cérémonie religieuse commémorative du vœu qu'on fait les échevins, et remontant à l'année 1643, en présence de l'article 45 d'une loi du 18 germinal an X non abrogée, qui ne permet pas que des cérémonies religieuses aient lieu hors des édifices consacrés au culte. M. Barodet peut, en effet, comparer ces tolérances illégales pour des solennités qui ont, on le sait, un caractère politique hostile à l'ordre de choses actuel, avec les prohibitions officielles, qui ne permettent plus de fêter l'inauguration du régime auquel chaque jour donne une consécration de plus en plus légitime.

La pièce de sept est définitivement adoptée pour notre artillerie, et elle sera mise en service officiellement à la date du 4 octobre prochain; cependant, la pièce de quatre va continuer à être l'objet d'expériences à Tarbes, et à également on s'occupe des mitrailleuses dont la suppression paraissait décidée en principe, mais qui, sur des observations de M. Thiers en personne, pourraient être l'objet de tentatives d'amélioration.

L'arrangement de l'affaire de Tunis a été signé le 28 août.

Il y a en ce moment débat entre l'éditeur et l'ex-auguste auteur de la Vie de César. M. Pion réclame une somme considérable motivée par les dépenses qu'il a dû faire pour chauffer l'enthousiasme de certains écrivains désignés pour louer la Vie de César. L'affaire donnerait lieu, dit-on, à de piquantes révélations, si elle venait jusqu'à l'audience; on prétend de plus que le signataire de l'ouvrage n'en serait nullement l'auteur; si le fait pouvait être constaté, ce n'est pas là une révélation qui le diminuerait beaucoup, en supposant même qu'il pût être diminué.

Hier, à la représentation d'une pièce scandaleusement tombée aux Folies-Dramatiques, *Mascepa*, l'acteur Werther, chargé du rôle d'Hamlet, s'était fait absolument la tête de l'empereur Guillaume. Cette caricature n'a nullement sauvé la pièce.

Autre correspondance.

Paris, 8 août.

Le grand événement du monde religieux, et à coup sûr le plus inattendu, est celui du mariage du père Hyacinthe. On connaît son opinion sur les inconvénients du célibat ecclésiastique. Dans une de ses lettres il constatait cinq plaies au corps mystique de l'Eglise romaine, et le célibat du prêtre en était une. Mais rien ne semblait devoir faire pressentir qu'il songerait à devancer l'abrogation d'un jour qu'il avait porté jusque-là sans succomber. Il l'affirme et je tiens son affirmation pour vraie.

En arrivant à Paris il se trouva en complet désaccord avec l'abbé Michaud. Celui-ci, logicien absolu, voulait, et veut encore, une séparation complète d'avec Rome; le père Hyacinthe soutenait, au contraire, que les folies d'un concile auquel la liberté avait manqué, ne pouvaient détruire la constitution de l'Eglise; qu'on avait seulement le droit de protester contre la coupable innovation du dogme de l'infailibilité, et en appeler d'un concile fabriqué par les jésuites, et dont toutes les décisions étaient arrêtées d'avance, à un concile vraiment ecclésiastique.

Sur ce terrain, je crois que le père Hyacinthe aurait trouvé de nombreux adhérents. On parlait de conférences pour l'hiver prochain qui, à coup sûr, eussent été fort suivies. Avec la grande autorité qu'il tient de son talent d'orateur, le père Hyacinthe avait des devants auxquels il n'a peut-être pas assez songé en prenant cette brusque détermination matrimoniale, qui sera un véritable triomphe pour ses ennemis. Pour ma part je regrette profondément qu'il ait donné cette joie à l'Université et aux jésuites. Beaucoup de ses amis, parmi les catholiques gallicans, disent : « Une loi, — acceptée d'ailleurs volontairement — oblige tant qu'elle n'est point abrogée; quand elle est reconnue mauvaise on peut et on doit demander qu'elle soit abolie, on doit la combattre par la parole, par la presse, mais là s'arrête le droit. » Devant les grands intérêts du catholicisme, qui succombe sous le poids des folles saintes qu'elles soient, les affections du cœur, quelques saintes qu'elles soient, quelques difficultés, quelques douleurs même qu'elles puissent entraîner après elles, doivent s'effacer complètement. Un chef d'école ne s'appartient pas, il appartient à ses disciples.

Lorsque la duchesse de Berry déclara son mariage avec le comte Luchesi-Palli, M. de Talleyrand, empruntant un mot au théâtre de Molière, dit, fort spirituellement, qu'elle avait fait son parti c...

Le père Hyacinthe, épris en ménage, ne paraît en faire autant au sien. Il s'est placé sur un mauvais terrain et quand il voudra combattre cette loi stupide du célibat des prêtres, qui n'a jamais été féconde qu'en scandales, il aura beau protester, il paraîtra toujours plaider *pro domo sua*, et cela étonnera singulièrement les plus beaux esprits d'éloquence.

Le P. Hyacinthe déclare dans sa lettre qu'il se sent appelé de Dieu à briser des chaînes que Dieu n'a point faites et qui pèsent avec tant de rigueur, souvent, hélas! avec tant d'injustice, sur le peuple saint de ses prêtres. Je désire qu'il réussisse; mais le meilleur moyen de briser les chaînes de ses frères dans le clergé n'était peut-être pas de prendre celles du mariage.

— Sur le point de retourner en Suisse, son pays natal, Ludovic L., qui depuis plusieurs années était employé à Paris dans une maison de banque, avait réuni jeudi soir ses amis dans un dîner d'adieu.

La réunion était nombreuse, et à la fin du repas, la conversation étant tombée sur les femmes, les convives faisaient les plus pompeux éloges de leurs maîtresses. Ludovic L. gardait le silence; cette conversation l'embarrassait visiblement, et ne pouvant résister à la tentation, il s'était levé de table pour se mettre à la fenêtre.

A ce moment, une jeune femme, le visage blême, les traits contractés, apparut sur le seuil de la salle. Elle repoussa énergiquement un garçon qui voulait s'opposer à son entrée, et, apercevant M. L., debout près de la fenêtre, elle s'élança vers lui et essaya de l'entraîner au dehors; mais celui-ci résista en la repoussant.

Les amis celui-ci s'interposèrent, dit la *Revue française*. Lorsque la jeune femme, exaspérée, sortit un couteau qu'elle tenait caché sous ses vêtements et en porta à M. L., un coup en pleine poitrine. Le mouvement avait été si rapide qu'aucun des assistants n'avait pu s'interposer.

M. L. tomba dans les bras de ses amis, qui s'efforcèrent à son secours. Pendant ce temps, la jeune femme avait disparu. Ce ne fut que plus tard, lorsque le blessé eut reçu des soins, que l'on s'informa de ce qu'elle était devenue.

Comme les personnes de la maison ne l'avaient pas vu descendre, on la chercha dans les appartements, et, enfin, on la trouva étendue dans la cour baignant dans son sang. Elle avait une large blessure à la tête. Elle était morte. Elle s'était jetée par la fenêtre de la salle aussitôt après son crime.

L'état de M. L., donne les plus vives inquiétudes. On l'a transporté, avec des ménagements extrêmes, dans le domicile qu'il occupe, rue de l'Écluse, à quelques pas de l'hôtel où il avait réuni ses amis.

La jeune femme, Maria Bertoux, était, depuis six mois, sa maîtresse. Le matin même, elle avait écrit à M. L., qu'elle le tuerait plutôt que de consentir à son départ. Elle lui rappelait qu'elle était enceinte de ses œuvres et lui donnait rendez-vous pour le soir.

Maria Bertoux n'avait manqué ni à ses menaces ni à son rendez-vous.

(Opinion Nationale.)

— L'Égalité, de Marseille, publie le rapport suivant, adressé par M. Guioi fils, lieutenant des pompiers de Tarascon au maire de cette ville :

Monsieur le maire, En qualité de lieutenant de la compagnie des sapeurs-pompiers de la ville de Tarascon, je fus réveillé, dans la nuit du 18 août, vers les deux heures du matin, par le citoyen Violet, sapeur de ladite compagnie, pour me rendre sur les lieux où un incendie venait de se déclarer : c'était rue Bord-de-l'Eau, dans la maison d'un sieur Damour.

M'étant rendu immédiatement sur les lieux du sinistre, je fus tout surpris d'entendre appeler : « Au secours ! je suis mort ! »

C'était le sieur Damour père que son fils tentait d'assassiner; impossible d'arriver jusqu'à la victime en ce moment, car son fils dénaturé faisait pleuvraient une grêle de projectiles sur ceux qui s'approchaient de la maison.

Après dix minutes d'attente anxieuse, le feu commençait à atteindre le dessus des toits de la maison; le misérable qui venait de commettre un double crime s'écria du faite de la maison où il s'était retiré : « Tout brûle, c'est fini ! A mon tour d'en finir ! »

A peine achevait-il ces mots, qu'il se précipita sur le pavé.

Dans sa chute il rencontra une petite voiture à bras qui se trouvait devant la porte de la maison, ce qui amortit le coup, mais il n'en était pas moins dans un état déplorable.

Le meurtrier incendiaire et sa victime furent transportés dans une maison voisine, où ils reçurent les premiers soins.

Le père Damour baignait dans son sang; il avait reçu un coup de barre qui lui avait fendu la tête.

Aussitôt après nous parcourûmes la maison incendiée, en compagnie de quelques sapeurs; nous pûmes alors nous rendre compte de la gravité des dégâts.

Dans une des pièces, nous trouvâmes une ceinture accrochée à une poutre, ce qui nous fit supposer que le meurtrier, après la perpétration de son crime, avait voulu se donner la mort par strangulation.

Pendant que nous procédions à la visite des lieux, une forte détonation se fit entendre; nous crûmes que c'était un paquet de cartouches qui venait de faire explosion. Après deux heures d'un travail persévérant, nous avons été maîtres de l'incendie, grâce au concours de quelques officiers du régiment d'artillerie et d'une centaine d'hommes de ce corps. A cinq heures du matin, tout était terminé.

— On lit dans la *Gironde* : « Il vient de se passer à Cérans de tristes choses qui appellent une fois de plus notre attention sur les vices de notre législation des écoles communales. Le frère Auguste a commis avec un art diabolique des infamies que la justice ne peut manquer de livrer quelque jour à la vindicte publique et sur lesquelles nous n'avons qu'à nous taire, car il y a de ces choses qu'on ne raconte pas; disons seulement que vingt ou trente familles en gémissent aujourd'hui. »

— Le frère chère, à peine dénoncé, a pris la fuite.

« A la suite de ces faits odieux, une pétition couverte de trois cents signatures (celles de tous les pères de famille de Cérans) a été adressée au conseil municipal. En voici le texte :

« Les soussignés, pères de famille habitant la commune de Cérans, demandent à MM. le maire et conseillers municipaux la suppression immédiate des écoles communales dirigées par les frères instituteurs maristes et par les sœurs de la Conception, et leur remplacement par des écoles laïques. »

« Les abominables outrages à la morale communs dans un de ces premiers établissements leur font éprouver une profonde répugnance pour tous ces congréganistes qui ont à jamais perdu leur confiance. »

« Les soussignés déclarent, en conséquence, qu'ils ne veulent plus de leurs enfants, aux écoles à Cérans que tout autant leur demande sera satisfaite. »

« Dans sa séance du 1^{er} septembre, le conseil municipal a voté l'expulsion des maristes et demandé un instituteur laïque pour l'école communale. »

— On lit dans le *Droit* du 6 : « Un déplorable événement vient d'avoir lieu. M. Léon Lay, le fils du courageux auteur de l'*Ami des lois*, auteur lui-même d'ouvrages dramatiques consacrés par le succès, a été trouvé sans vie dans l'appartement qu'il occupait, rue Blanche, 8, au quatrième étage. »

« C'est en pénétrant ce matin, à sept heures, dans sa chambre à coucher, qu'on l'a aperçu pendu, à l'aide d'une ganse de soie, dans son alcôve. La mort remontaient déjà à plusieurs heures. »

« Le commissaire de police du quartier, qui a procédé aux constatations avec l'assistance d'un médecin, a trouvé sur la cheminée deux lettres adressées, l'une à un ami du défunt, l'autre à son concubine. »

« La cause de ce suicide est restée inconnue. M. Lay était âgé de soixante ans. »

— Le *Petit Marseillais* publie les détails suivants sur l'incendie des bois de Saint-Marcel, près de Marseille :

« Le feu s'est déclaré, le 4, vers dix heures du matin, dans les collines de pins appartenant à M. le marquis de Forbin, à 20 kilomètres de Marseille. »

« Le commissaire de police du quartier, informé de ce fait, se rendit immédiatement sur les lieux en compagnie de quelques hommes qui put réunir à la hâte. »

« Mais devant l'impossibilité de se rendre maître du feu, il fut jugé nécessaire d'envoyer un express à Marseille pour avertir les autorités et demander de prompts secours. »

« A 8 heures du soir, un lieutenant des pompiers et 30 hommes arrivèrent dans des fourgons, gravant la colline et attaquant vigoureusement les flammes. Peu de temps après, M. le préfet des Bouches-du-Rhône, accompagné du secrétaire général, se rendait sur le théâtre de l'incendie. »

« Un nouveau secours ne tarda pas à arriver. Un capitaine de gendarmerie arriva avec quelques hommes et se mit à la disposition du préfet. »

« C'est sur le versant de la colline où le feu faisait les progrès les plus rapides qu'on commença d'abord à le combattre, il fut peu après éteint. Mais à 2 kilomètres de là, les flammes s'étendaient sur une grande ligne; elles avaient déjà dévoré 13 à 14 hectares de bois semés de pins, et menaçaient d'embraser les collines voisines. »

« Alors tout le monde se porta sur ce nouveau foyer d'incendie. Pompiers, gendarmes, agents de police, ainsi que quelques habitants dévoués de Saint-Marcel, se mirent courageusement à l'œuvre sous la direction de M. le président et du secrétaire général. »

« A six heures du matin tout danger semblait avoir disparu. »

« Mais tout à coup, un bataillon du 58^e de ligne qui était arrivé de très-bonne heure commença à gravir la colline. Mais un contre-ordre de l'autorité l'arrêta dans sa marche, son concours paraissant inutile. »

« Ajoutons que ce bataillon s'était engagé sans guide dans ces collines d'un accès fort difficile; force lui fut donc de rebrousser chemin et d'attendre le jour. »

« Mais à quatre heures de l'après-midi, le feu a repris tout à coup de plus belle, en deux endroits différents. »

« M. le préfet s'est de nouveau porté sur les lieux du sinistre. »

« M. Julien, adjoint au maire, et une trentaine de pompiers, sous les ordres du sous-lieutenant, se sont également rendus à Saint-Marcel, en même temps que M. le Massenet, capitaine de gendarmerie, suivi d'un fort détachement de gendarmes. »

« Des secours ont été demandés en toute hâte. A 11 heures, on nous écrivait : « Le feu du soir, l'incendie continue et prend une très grande extension. »

« Il n'est pas possible d'établir d'une manière précise le chiffre des pertes, le feu faisant encore des ravages. »

« Quant aux causes de ce sinistre, elles sont jusqu'ici inconnues. On l'attribue cependant à l'imprudence de quelque chasseur. »

« A huit heures du soir, nous apprenons que l'incendie prend des proportions inquiétantes. »

NOUVELLES D'ALLEMAGNE.

(Correspond. particulière de L'INDÉPENDANCE.)

Munich, 6 septembre.

Nous cherchons un ministère « introuvable ». M. de Gasser est aux abois.

Pendant toute une semaine, ce n'était que des offres de portefeuilles de sa part, et rien que des refus!

Il n'était pas vraiment difficile. Des préfets d'une incapacité notoire absolue, des hommes sans aucune valeur politique ou parlementaire, et, en désespoir de cause, des libéraux beaucoup plus avancés que M. de Lutz, M. de Gasser les aurait acceptés avec empressement; mais aucun d'eux n'a voulu se prêter à sauver la Bavière. Le portefeuille de ministre, autrefois le rêve de tout fonctionnaire, est devenu d'un cachemour pour tout préfet, conseiller d'Etat, enfin pour tout homme quelque peu arrivé.

Cela se comprend. Ces fonctions sont inamovibles; la destitution d'un haut fonctionnaire est presque inconnue chez nous, tandis que les ministres changent à tout moment, soit pour des raisons de parti, soit bien encore, comme dans l'occasion présente, ils sont renversés par un pur caprice. La durée moyenne des fonctions d'un ministre est de dix-huit mois à deux ans au plus, et ce n'est pas pour un traitement de 25,000 fr. par an qu'on s'empresse de quitter une bonne clientèle d'avocat, une bonne place de préfet, ou même une chaire académique en renom.

Rien n'égale la confusion qui règne en ce moment dans notre monde politique et administratif.

La *Gazette d'Augsbourg* annonce que M. de Pfretschner, actuellement ministre des finances, serait destiné à prendre la présidence du conseil, sans toutefois s'expliquer sur le sort des autres ministres, spécialement sur celui de M. de Lutz, duquel le pays attend, libéraux et ultralibéraux, serait enchaîné d'être débarrassé. Toutefois M. de Pfretschner est en Suisse, et le Roi va partir pour la montagne (Linderhof); le pays s'arrangera comme il pourra.

Il se pourrait bien qu'un jour le pays se lassât de tout cela; on n'a qu'à écouter les organes de l'opinion publique pour comprendre la grave atteinte que les événements récents ont portée au sentiment monarchique même chez les hommes les plus dévoués.

On a beaucoup remarqué l'empressement de la famille ducal de Bavière (branche palatine de la maison régnante) autour du prince royal de Prusse; autant le reste de la cour se montrait froid, même impoli envers l'auguste visiteur, autant les frères et les sœurs de l'impératrice d'Autriche s'efforçaient de lui faire un accueil flatteur. Le duc Max-Emanuel vient de se rendre à Berlin, et quelques jours auparavant la veuve du prince Toot et Taxis offrait un banquet splendide à la princesse impériale de Prusse.

Elle est pourtant renommée pour sa ferveur catholique et pour sa prédilection envers les jésuites, auxquels elle a confié l'éducation de son fils unique. Mais il est toujours bon d'avoir pour ami le futur empereur d'Allemagne!

— MENACES DE MORT ADRESSÉES A M. DE BISMARCK. — Dans le courant d'avril dernier, M. de Bismarck recevait de Paris à Berlin une lettre ainsi conçue :

« Prince, Un jour, un de mes amis se présenta chez M. de Cavour et lui demanda quel châtiment il infligerait à la personne qui le réduirait à la misère. — « Eh bien, moi, répondit froidement le ministre, — j'expédierai son cadavre en Calcutta. »

« Un diplomate italien, je ne vous tairai point si vous êtes prêt 400,000 livres pour relever ma fortune, que vous m'avez dénié. »

« Une explosion s'ensuivit. M. de Cavour compta la somme demandée au solliciteur, qui la lui rendit intégralement quelque temps après. »

Aujourd'hui je fais comme mon ancêtre, je m'adresse au prince de Bismarck et le prie de me prêter 40,000 livres pour relever mes affaires. »

La guerre de France a brisé pour toujours mon avenir. Je vous tairai donc si vous ne faites pas comme M. de Cavour. »

Ce que je dis, je le ferai, et pour vous donner une idée de ma raison, qu'il vous suffise de savoir que le 17 février de l'année 1871, vers les deux heures de la soirée, j'ai tenu en mes mains la vie de la future Majesté le prince Fritz; un mot et il n'était plus. Mais le sang versé par mon ténacité me répugne, j'avais l'intention que je vous tairai. »

Vous êtes cause de mes malheurs; soyez donc assez généreux pour m'éviter la course de Paris à Berlin. »

En dernier lieu, je me demande si le prince de Bismarck serait moins grand d'être que Cavour. »

La renommée le dément pour l'heure, nous verrons si les actes le confirment. Prince, recevez, en l'attente de votre réponse, l'hommage de ma haute considération. (Signature illisible.)

Elève en pharmacie, chez M. Bouillon, 78, rue du Four-Saint-Germain, Paris, 18 août 1872.

Cette lettre était accompagnée d'un billet de 40,000 livres, à l'ordre de M. de Bismarck, et signé impudemment du nom de M. Louis Jourdan.

M. de Bismarck fit remettre cette lettre à notre ministre des affaires étrangères, et on découvrit le signataire. Le 3 septembre, la commission devant la chambre correctionnelle de Paris. C'est un jeune homme de 23 ans, originaire de la Savoie, très-originaire, très-versatile, dit-on, il croyait au spiritisme et le faisait intervenir dans l'accomplissement de ses projets. Il s'adressait à des congrégations religieuses pour obtenir de l'argent, tantôt par les supplices, tantôt les plus humbles, tantôt par les menaces les plus audacieuses.

Le maire de la Rochette, où il a été élevé en pharmacie, écrit qu'en 1869 il dirigeait, au moyen du spiritisme, des fouilles et vue de retrouver un trésor de plusieurs millions.

Contre-attentat aux conclusions du docteur Blanche, d'après lesquelles Jourdan ne jouissait pas de la plénitude de sa raison, et aurait bégayé d'être soumis à un traitement à la Roche et au régime d'une maison de santé spéciale, le tribunal a condamné le prévenu à une année d'emprisonnement.

En attendant ce jugement, le condamné jette des cris affreux, il est pris d'une violente crise nerveuse; quatre gardes sont allés le tenir pour l'instant, et l'on entend longtemps au dehors ses vociférations.

— NOUVELLES DES PAYS-BAS.

Notre correspondant de Mannheim nous a écrit, il y a quelques jours, des récentes délibérations de la commission internationale pour la navigation du Rhin. Nous recevons de M. Verkerk Pistorius, commissaire des Pays-Bas dans cette commission, la lettre suivante, qui rectifie certains détails de notre correspondant et que nous croyons utile de reproduire :

